

Le désert, l'eau, la guerre

par François Grunewald*

Face aux images dans les journaux ou à la télévision, où terres craquelées, récoltes desséchées, alternent avec guerres, villages brûlés et famines, les élans du cœur des citoyens finissent par s'épuiser et leur générosité par se tarir. Trop quotidiens, ces drames n'intéressent plus. Un événement chasse l'autre, une sécheresse est remplacée par une inondation, une guerre civile en Asie par une autre en Afrique. L'opinion se fatigue des images simplifiées et des schémas tout faits. Elle devient moins réactive, et donc moins généreuse. Il s'agit d'inverser cette dynamique et de mettre en place de vraies stratégies pédagogiques d'explication. C'est sans doute là un des enjeux de la solidarité à construire pour le prochain millénaire. Plus grave, ce déferlement d'informations et cet appel permanent aux réflexes caritatifs détournent l'attention des vrais enjeux: ceux du développement et de la prévention des crises. On ne retrouve plus l'intérêt pour des thèmes comme la lutte contre la désertification, qui avaient mobilisé tant d'énergies dans l'après "grande sécheresse au Sahel" des années 1973-74.

Les couples «désert et famine» et «guerre et famine» font pourtant partie de l'inconscient collectif de l'humanité. Si les dernières décennies montrent la force des

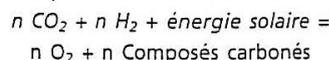
* Ingénieur agronome de l'INAPG. L'auteur travaille sur le thème de la réhabilitation depuis le début des années 80, après avoir été basé en Afrique de l'Ouest sur des programmes de développement agricole avec le Groupe de Recherche pour le Développement Rural (GRDR). Il travaille depuis le début 1997 comme consultant indépendant, notamment avec le CICR pour lequel il contribue à l'élaboration et à la mise en place du système interne d'évaluation d'impact des programmes. Il a publié sur ces sujets de nombreux articles et participe comme conférencier dans plusieurs formations de niveau post-universitaire. Il réside depuis 1997 le Groupe Urgence-Réhabilitation-Développement (Groupe JRD).

liens entre aridité, situation conflictuelle et désastre nutritionnel, il faut néanmoins aller plus loin dans l'analyse.

Planète de l'eau, planète des déserts

Ce n'est pas le moindre des paradoxes de voir l'importance, sur la planète Terre, des surfaces en eau et celle des surfaces arides. La carte de ces dernières, publiée par le programme MAB (*Man and Biosphere*) de l'UNESCO montre divers espaces qui s'étendent sur l'ensemble des zones habitées des continents africain, euro-asiatique, austro-pacifique et américain. Mais cette aridité est un facteur complexe, dans lequel sont aussi importantes les questions liées au déficit absolu, qui caractérisent les déserts, et celles de fréquence du risque de déficit, contrainte principale des zones péri-désertiques. Les zones touchées sont en augmentation. Si l'évolution globale du climat doit être au centre des analyses, les pratiques agricoles et de façon plus générale l'action de l'homme jouent sur les équations locales de ces évolutions. La répartition et l'extension des zones arides sont le résultat de l'activité de l'homme au cours des derniers millénaires. Ce phénomène correspond en termes stratégiques à "la raréfaction d'un facteur vital". C'est là une clé fondamentale pour comprendre certaines évolutions du monde.

L'eau est indispensable à la survie de l'homme. Indispensable aux processus de production, elle est la clé de la photosynthèse, base de la production alimentaire:



Lorsque les besoins en eau des plantes sont supérieurs à la pluviométrie, il faut recourir à l'irrigation. La plupart des civilisations du pourtour méditerranéen, de l'Égypte pharaonique aux plaines du Tigre et de l'Euphrate babyloniennes, en passant par les communautés mzabites de Gardaïa, l'extraordinaire système des «kharzès» afghanes et les systèmes oasiens des grands ergs, ainsi que de nombreuses sociétés d'Asie, se sont développés autour et grâce à l'irrigation. Ces systèmes possèdent soit un bassin de

captage de l'eau, soit un accès patiemment creusé à des nappes phréatiques profondes. De là, des canaux la transportent puis, grâce à un réseau plus fin, la distribuent. La construction ou le creusement de ces infrastructures, leur maintenance, ainsi que la répartition et la gestion de l'eau sont autant de points d'organisation sociale et politique, mais aussi de différenciation socio-économique.

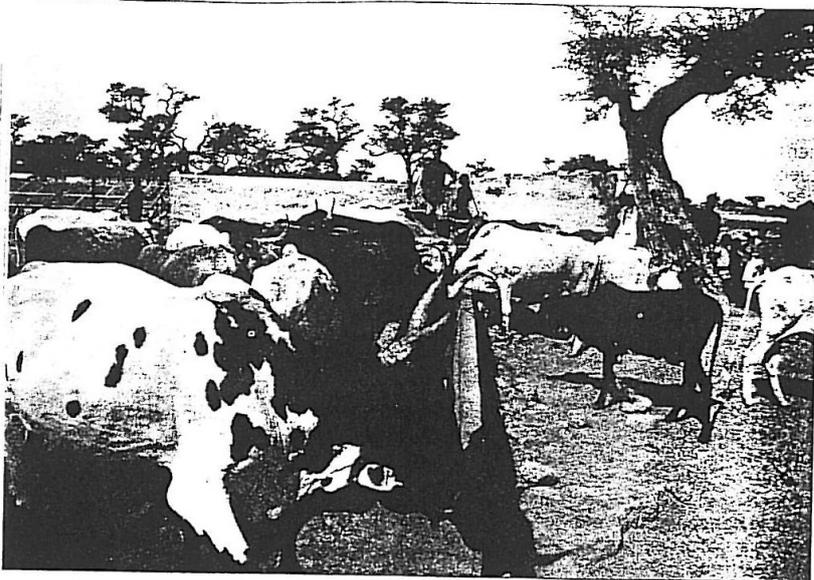
Le désert humanisé, c'est d'abord le monde magique des oasis. Zones intensément cultivées au cœur des régions les plus arides du monde sur quatre continents, elles incarnent l'ingéniosité humaine pour la gestion des ressources rares. La société tout entière est organisée et mobilisée pour utiliser cette ressource de la façon la plus adéquate. Des techniques performantes de gestion de l'eau, de la fertilité et des espaces limités y ont été mises au point. Ces oasis sont souvent les pivots de grands axes d'échanges, qui, depuis la nuit des temps, structurent les flux économiques transcontinentaux à travers les zones sèches du globe: l'axe de la route de l'or et du sel avec la Caravane de l'Azalaï algéro-malio-burkinabé, celui de la route

Les grandes questions

Comment résoudre les problèmes de plus en plus cruciaux d'accès aux ressources, qui sous-tendent la plupart des conflits? Ceci est évidemment d'autant plus crucial dans les milieux arides, où le triplet de ressources «eau/terres irrigables/pâturages disponibles» peut devenir un enjeu de survie majeure pour lequel des hommes sont prêts à tuer.

Comment renforcer la résilience des populations dans les zones potentiellement "à risques" de sécheresse, face à l'avancée des déserts. Comment éviter ainsi que ces zones passent du statut «zone à risque» à celui de «zones conflictogènes».

Comment mieux intervenir sur le terrain, alors que les ressources alimentaires de la planète ne sont peut-être pas aussi extensibles que le prétendent certaines grandes institutions internationales?



Bétail au Mali.
Les migrations saisonnières suivent l'évolution de balance entre disponibilité fourragère et possibilité d'abreuvement

de la soie qui, de la Chine, rejoint le monde méditerranéen à travers la Mongolie, l'Afghanistan, l'Iran. Qui dit « échanges économiques » dit « enjeux de contrôle des flux ». Il n'est pas anodin que ce monde oasien ait été un monde à la fois de conflits permanents et de négociations intercommunautaires. Tout le monde a en effet à gagner à ce que le commerce fonctionne et que ses retombées soient redistribuées.

Les zones péri-désertiques sont elles souvent plus complexes, car le facteur n'est pas tant la rareté que le facteur aléatoire de cette rareté. Dans certains de ces systèmes secs, les seuls modes de mise en valeur à peu près viables sont le pastoralisme et l'agro-pastoralisme. Les ressources en herbe et leur proximité des points d'eau déterminent depuis toujours les mouvements des trou-

peaux et des peuples pastoraux. Les migrations saisonnières suivent l'évolution de balance entre disponibilité fourragère et possibilité d'abreuvement. Un droit traditionnel, souvent très sophistiqué, règle l'accès à ces ressources indispensables. La dégradation du milieu entraîne vers le sud les troupeaux, et conduisent les pasteurs dans des zones où ces droits ne sont ni connus, ni applicables. Car on entre ainsi progressivement dans les zones d'agriculture sédentaire. Les zones arides peuvent aussi être des déserts froids. Les plaines d'altitudes d'Afghanistan et de l'Asie Centrale ont ainsi la triple caractéristique d'être fortement déficitaires, de recevoir

une partie importante de leur précipitation sous une forme neigeuse et de dépendre pour leur accès, l'eau de transferts latéraux à partir de la fonte des neiges sur les montagnes (soit par les rivières, soit par les nappes phréatiques).

Dans les espaces secs, les hommes sont fragiles. Et doivent alors être solidaires. Même si les conflits pour les ressources y sont nombreux (pour un pâturage, un troupeau, un point d'eau, etc.), les lois coutumières qui les régissent sont souvent à la fois complexes, précises et jusqu'à peu encore, respectées. Il en va en effet de la survie de tous, du futur gagnant comme du futur perdant. Les stratégies de limitation des désastres que ces peuples vivant dans les zones arides ont développé au fil du temps sont très variées: greniers collectifs des peuples sahéliens, épargne et assurance « sur 4 pattes » sous la forme de troupeaux dans les systèmes pastoraux et agro-pastoraux de la plupart des zones arides de la planète; cohésion clanique qui crée un système très fort de solidarité en Somalie ou au Yémen; création de greniers collectifs pour garder des réserves pluri-annuelles en pays bobo ou haoussa, valorisation des ressources alimentaires sauvages des écosystèmes secs du sud Mozambique; mises en valeur simultanées d'écosystèmes différents pour limiter l'impact des aléas climatiques sur les bords des grands fleuves sahéliens (Sénégal et Niger); migrations pour les peuples sahéliens, notamment Soninké et Toucouleurs; etc. Ces systèmes reposent tous plus ou moins sur deux axes: la limitation des risques et la présence donnée au futur sur le présent (épargne-assurance). Comprendre et renforcer ces mécanismes complexes, placés sous les feux de la rampe par l'intérêt récent pour les questions de sécurité alimentaire, est crucial.

Peuples pastoraux et mécanismes d'adaptation aux crises

Lorsque des peuples nomades habitant les zones arides commencent à vendre leurs troupeaux, c'est que la crise arrive. Les premiers animaux en vente seront en général les vieilles femelles et les jeunes mâles. Lorsque l'on trouve sur des marchés des femelles allaitantes ou pleines, c'est que la crise est là, grave, et dure depuis un certain temps. En général, les termes de l'échange entre viande et céréales sont très défavorables aux éleveurs. Il faudra éventuellement intervenir sur le secteur commercial, soit en injectant sur les marchés des céréales, pour en faire baisser le prix et rétablir la balance, soit en stabilisant les marchés des animaux et de la viande en créant des systèmes d'achat du bétail.

Sous la pression de la croissance démographique, de certaines formes de développement économique, de l'exploitation minière des ressources naturelles et d'évolutions climatiques encore mal connues, les choses ont changé. Le désert a progressé de plusieurs centaines de kilomètres vers le sud du Sahara, repoussant d'autant les zones sahéliennes. Les vents de sable ont touché des régions où ils étaient encore inconnus. Les dernières décennies ont progressivement vu les terroirs villageois se dégrader. L'entraide et la solidarité villageoise sont de plus en plus souvent remplacées par le salariat.

Nord Mali: terre d'aridité, terre de guerre, terre de paix

Un contexte agro-écologique très contraignant

La climatologie de ces zones sahélo-sahariennes et sahariennes se caractérise d'une part par une très faible pluviométrie, d'autre part par une très forte hétérogénéité spatiale, temporelle et inter-annuelle des précipitations. Même les complexes d'agriculture de décrue autour des mares qui se remplissent normalement pendant l'hivernage et qui peuvent être cultivées lors du retrait des eaux sont à haut risque: le niveau de remplissage des mares varie fortement d'une année à l'autre et est affecté dans l'ensemble par un remplissage progressif de ces dépressions par le sable et les limons de l'érosion éolienne. Les seuls systèmes agricoles à peu près sécurisés sont ceux qui bénéficient de possibilités d'irrigation, mais les coûts de pompage sont alors très importants. Le fleuve Niger et ses diverticules divers atténuent localement la rigueur des conditions de ces immensités désertiques et offrent des opportunités importantes pour l'agriculture: périmètres irrigués, riziculture de submersion pendant la crue, systèmes des Lacs dans la région de Goundam (Fagibine), etc. Ce réseau hydrologique crée en saison sèche des ressources en eau et en pâturages qui déterminent les mouvements des troupeaux et réalimente par infiltration les nappes phréatiques de la région. Les mouvements de ces troupeaux suivront des axes perpendiculaires au fleuve, allant des berges vers le Haoussa (rive gauche) ou le Gourma (rive droite) pendant la saison des pluies et revenant sur la bande fluviale et ses bourgoutières pendant la saison sèche. La dispersion des puits et forages qui parsèment la région conditionne, au sein de systèmes fonciers complexes et d'une véritable gestion fourragère, la répartition des troupeaux au delà de la frange fluviale.

Un contexte humain diversifié fait d'éléments complémentaires ou contradictoires

Les communautés touaregs, arabes, bellahs, sonray, peulh, bozos ont toujours vécu une relation ambiguë, basée à la fois sur des antagonismes culturels et fonciers que l'histoire a souvent exacerbés et des complémentarités, spécialement dans le cadre des échanges entre produits d'origine animale et productions agricoles et de la gestion des terroirs. La présence du Fleuve Niger modifie fortement les données du contexte sahélo-saharien et saharien, tel qu'il existe par exemple plus à l'est au Niger ou à l'ouest du Mali ou vers la Mauritanie. Il joue un rôle fondamental dans la géographie humaine de la région. Le commerce du sel à travers le Sahara, avec les caravanes de l'Azalaï qui transportent le sel de Taoudénit vers le sud et remontent du pays Dogon et du Burkina Faso avec des céréales, créent une colonne vertébrale économique qui oriente le fonctionnement des échanges de cette région. On notera que cette hétérogénéité des groupes ethniques et sociaux correspond à une ancienne division du travail qui correspond aussi à une division des espaces. Les crises qui affectent la zone depuis plus de vingt ans ont néanmoins, nous le verrons plus bas, fortement remodelé les données socio-économiques et changé les poids

économiques spécifiques des groupes les uns par rapport aux autres.

Une zone et des peuples fortement affectés par la succession des crises

Les événements des années 1991-95 sont la dernière des atteintes à une situation déjà fortement dégradée, suite aux sécheresses de 1973-74 et de 1984-85. Ces différents événements ont entraîné et continuent d'entraîner des mutations profondes des milieux naturel et humain: certains groupes ont connu l'exil des camps de réfugiés tandis que d'autres ont cherché la survie dans les villes. A la sédentarisation de communautés nomades font souvent écho des modifications profondes des relations sociales, avec une redistribution des rôles entre hautes castes et anciens serviteurs ainsi qu'une transformation de la position de la femme. Enfin, cette succession de crises a permis aux habitants du Nord Mali d'être exposés aux pratiques des agences humanitaires, avec les aspects positifs et négatifs que ceci suppose. L'impact du conflit récent reste prégnant. Les blessures psychologiques sont encore ouvertes malgré les efforts de paix. Il est important, pour comprendre la situation actuelle, de revenir sur l'histoire même du conflit du Nord Mali, qui reste trop souvent encore décrit seulement comme un affrontement entre peuples "blancs" nomades et peuples "noirs" agriculteurs. Les choses sont en fait beaucoup plus complexes. Au sein du Front de l'Azawad coexistaient au début du conflit l'ensemble des groupes ethniques du Nord. Les revendications portaient alors non pas sur des thèmes ethniques mais autour d'une demande commune de tous pour une vraie politique de développement pour le Nord Mali. Ce n'est qu'après, lorsqu'il fallut diviser pour régner, que les divers groupes et factions furent montés les uns contre les autres. Ces crises auront plusieurs conséquences importantes pour ces populations longtemps coupées du monde. Elles entraîneront l'exode vers les villes, la migration à l'étranger, l'exode vers les camps de réfugiés. Là, les nomades apprendront d'autres manières de vivre, seront rodés à la dure réalité de l'emploi urbain, se familiariseront au fonctionnement de l'aide humanitaire. Ces facteurs de changement social doivent impérativement être pris en compte par qui veut intervenir dans la région. Les mythiques Hommes Bleus ne sont plus les mêmes après la confrontation avec le cirque humanitaire des années de l'après sécheresse, les années sédentaires sous les tentes des camps pendant le conflit récent, l'exploitation sur le marché du travail dans les bidonvilles de Lagos, ou la mendicité près des grands hôtels de Niamey. Depuis l'accord de paix, la détérioration de la situation économique accentue la perte de confiance entre les partenaires potentiels de la société civile et de l'Etat, dans une région qui dans l'ensemble est loin d'être stabilisée. Tout le monde attend des dividendes de la paix qui ne viennent pas. Dans ce contexte qui reste explosif, les conflits intercommunautaires pour les ressources foncières et hydrauliques, pour l'accès aux pâturages ou pour protéger des zones agricoles, peuvent vite s'exacerber.



(Le Courrier)

Les ressources alimentaires sauvages se sont épuisées. Les tissus sociaux, pourtant si forts dans ces zones sèches, ont été fortement mis à mal, et avec eux, de nombreuses clés de la survie. Ainsi, les terroirs oasiens phéniciens ont été fortement affectés par ces changements. L'épidémie du bayoud, cette maladie qui tue les palmiers dattiers par milliers sur une grande partie des oasis ainsi que les modifications des niveaux des nappes phréatiques, ne forment que la partie émergée de l'iceberg d'une crise beaucoup plus globale des milieux oasiens.

Guerre et aridité

L'évolution des conflits des dernières années montre le retour des plus vieux conflits de l'humanité, ceux pour le contrôle des ressources. La raréfaction de ces dernières exaspère les tensions intercommunautaires. Dans les zones arides, les guerres ont souvent eu pour but le contrôle ou la destruction des infrastructures d'irrigation. En ex-Yougoslavie, dans certaines zones sèches (Dalmatie, Krajina), l'eau est d'un côté, la terre à faire verdier de l'autre, et entre les deux, la haine des hommes et les champs de mines. Lorsque les Soviétiques bombardaient ou minaient les kharézes afghanes, c'était d'abord et avant tout pour affamer les civils et déstructurer une société qui s'appuyait sur la gestion de cette ressource rare. La crise du Proche Orient est elle-même une « guerre de l'eau ». Terre sèche entre mer Morte et Méditerranée, Israël a certainement besoin de se sécuriser un accès à l'eau. Mais pour le faire faut-il réduire les Palestiniens à la misère et au désespoir? En Cisjordanie, la consommation moyenne journalière d'un Palestinien est de 70 m³,

Travaux d'adduction d'eau en Somalie. Les conflits qui frappent les populations des régions arides rompent les équilibres fragiles

celle d'un Israélien de 260 m³. Ainsi naissent les bombes de la guerre de l'eau...

Plus qu'ailleurs, les conflits qui frappent les populations civiles de ces régions arides rompent les équilibres fragiles. Des groupes rendus extrêmement vulnérables par les changements climatiques et les évolutions économiques perdent rapidement un certain nombre de leurs « safety nets ». Si d'autres dynamiques, notamment celles de la solidarité clinique, ne se mettent pas en œuvre, l'accès quotidien à l'alimentation n'est plus assuré. La crise alimentaire aiguë n'est alors pas loin. Les signes de malnutrition ne deviendront néanmoins observables que bien après l'apparition des indices de paupérisation et de destitution.

Face à cette extrême diversité de situations, il n'y a pas de remède miracle. L'aide alimentaire n'est qu'un des éléments de la réponse. Il faut en effet d'abord assurer l'optimisation de l'utilisation biologique des dernières ressources alimentaires existantes, notamment en assurant un accès à l'eau pour limiter les pertes nutritionnelles liées aux maladies diarrhéiques. Simultanément, il faudra identifier et mettre en place des stratégies d'assistance qui permettront le ralentissement des dynamiques de destitution et, si possible d'enclencher des actions de soutiens aux stratégies de survie.

Sur ces premières bases, on pourra alors travailler à reconstituer les systèmes de sécurité alimentaire et

soutenir l'agriculture, l'élevage, les activités d'artisanat, le secteur informel urbain, etc. Derrière ces activités, qui peuvent parfois prendre la forme d'actions de développement, il y a la conviction qu'il est aussi urgent et aussi important d'aider quelqu'un à rester en vie aujourd'hui qu'à lui permettre de survivre demain.

Avant, pendant et après les crises

Il faut d'abord réhabiliter la notion de « prévention » et notamment celle qui touche, loin derrière les labyrinthes de la politique, la racine des conflits et des crises. L'adage populaire "prévenir vaut mieux que guérir" reste vrai, de même que le haut rapport « coût/efficacité » qu'ont les actions préventives. Lutter contre la désertification, et donc limiter l'extension des zones dans lesquelles la raréfaction des ressources naturelles peut devenir source de conflit, est indispensable. Des programmes comme ceux du CILSS demandent à être renforcés. Le couple "alerte précoce/réponse rapide" doit permettre de prendre la crise avant qu'elle ne dérape. Les systèmes d'alerte comme ceux de la FAO (GIEWS) ou de USAID (FEWS) doivent rester au cœur des agendas de l'aide internationale.

Et puis il s'agira de réparer les dégâts. Il faudra éviter de remettre en marche certaines modalités d'accès aux ressources rares, qui, par l'injustice fondamentale qui les fonde, sécrètent la violence. Encore faut-il que ces belles résolutions se traduisent par des mesures pratiques qui fassent réellement reculer le désert, ou au moins en ralentisse la progression. La nouvelle « Révolution doublement verte » tant prônée par les instituts de recherche est pour l'instant beaucoup plus « la dernière bouteille à la mer » qu'un vrai ensemble de solutions directement applicables.

La solution ne sera néanmoins que partiellement technique ou logistique. Il faudra, pour lutter contre le désert, la guerre et la famine, réapprendre aux hommes à se respecter. C'est de la mobilisation des forces vives des sociétés, de l'imagination des femmes et des hommes meurtris par les crises, de la sagesse nécessaire des décideurs, et de la générosité de tous, que dépendra la capacité d'endiguer le désert. C'est là l'un des défis du prochain siècle. ■ F.G.